

SMSI

Le Sommet mondial sur la société de l'information

numéro 23, janvier 2005

articles

Financer la société de l'information

L'accès aux NTIC pour le développement agricole

Seconde phase du SMSI. Perspectives africaines

Les Fidji et le SMSI

rubriques

Editorial : Le SMSI sur le chemin de Tunis

Nouvelles ACP-UE : La société de l'information dan le Sud

Infos SMSI

Questions-Réponses : Les NTIC et le développement rural

<http://ictupdate.cta.int>

Le SMSI sur le chemin de Tunis

L'objectif du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) est d'élaborer une déclaration d'intention politique claire et un plan d'action concret afin de faire en sorte que tout le monde puisse profiter des nombreux avantages que les NTIC ont à offrir au niveau du développement des savoirs et de l'information et de l'accès à ces connaissances.

Le SMSI est le premier sommet organisé en deux phases – la première a eu lieu à Genève en décembre 2003, la seconde est prévue à Tunis du 16 au 18 novembre 2005. Moins d'un an avant le Sommet de Tunis, les préparatifs battent actuellement leur plein, dans les pays ACP aussi. Ce nouveau numéro d'*ICT Update* vous propose un rapide tour d'horizon de l'actualité du SMSI sur le chemin qui mène à Tunis.

À l'issue du Sommet de Genève, deux questions restaient encore à résoudre : la gouvernance de l'Internet et le financement des NTIC. Ce dernier point est bien entendu d'une importance capitale pour les pays ACP. À Genève, le président du Sénégal, Monsieur Abdoulaye Wade, s'exprimant au nom des pays du Sud, a proposé la création d'un « Fonds de solidarité numérique » destiné à financer le développement des infrastructures NTIC dans le Sud. Pablo Accuosto et Niki Johnson du Third World Institute analysent les réponses apportées jusqu'ici par le SMSI à l'épineuse question du financement. Djilali Benamrane, coordinateur du Groupe de travail de la société civile du SMSI sur les mécanismes de financement, donne son opinion sur cette même question du financement des NTIC.

En février 2005, les responsables politiques africains se réuniront à Accra, au Ghana, pour la deuxième conférence régionale de préparation du SMSI. La question du financement y sera bien sûr abondamment discutée, mais le thème central de cette rencontre sera « L'accès en Afrique : clé pour une société inclusive de l'information ». Reprenant ce thème, Willy Currie fait remarquer que la question de l'accès ne se limite pas uniquement aux problèmes d'infrastructures et nécessite en fait de solides investissements dans les contenus et un réel renforcement des capacités. Dans notre « Questions-Réponses », Rodney Cooke, ancien directeur du CTA, revient sur ce point et pense que le SMSI devrait moins se concentrer sur la technologie et davantage sur les gens. Aida Opoku-Mensah se penche sur d'autres questions à l'ordre du jour de la rencontre d'Accra et souligne que cette conférence préparatoire n'est pas seulement d'une grande importance pour les spécialistes et les partisans des NTIC, mais aussi pour tous les acteurs du développement en Afrique.

Si le continent africain peut espérer avoir une certaine influence sur l'issue du SMSI, les deux autres régions ACP, de taille plus modeste, auront plus de mal à faire entendre leur voix. Néanmoins, comme le montre Abel Caine, même un petit État insulaire tel que les Fidji peut influencer le cours des choses en participant activement au processus du SMSI. ■



**sommet mondial sur
la société de l'information**
Genève 2003 - Tunis 2005

La société de l'information dans le Sud

À l'issue du Sommet de Genève, la question de savoir comment financer les efforts pour réduire la fracture numérique restait sans réponse. La proposition du président du Sénégal, Monsieur Abdoulaye Wade, de créer un « Fonds de solidarité numérique » (voir page 3) a été reçue avec enthousiasme par les pays du Sud, et notamment les pays ACP. Les pays du Nord, en particulier l'Union européenne, sont plus réservés. Dans une communication récente au bureau du SMSI, l'UE réaffirme ne toujours pas être convaincue de la nécessité de créer un fonds séparé de solidarité numérique. L'UE se réjouit de l'augmentation des financements des NTIC pour le développement grâce à leur intégration et incorporation dans les stratégies de développement des pays concernés.¹

L'UE est néanmoins disposée à réserver aux NTIC des fonds d'aide au développement, comme le montre la position commune sur la société de l'information au service du développement adoptée le 10 décembre 2003 par l'UE et le groupe des pays ACP lors du Sommet de Genève. Les signataires de ce document déclarent vouloir soumettre un programme NTIC ACP aux organes de décision appropriés de l'UE et soulignent l'importance que ce programme reprenne les thèmes-clés identifiés par le SMSI.²

Le 13 juillet 2004, la Commission européenne a annoncé qu'elle avait approuvé récemment un programme NTIC ACP, premier pas dans la mise en œuvre de la position commune signée par l'UE et le groupe ACP en décembre 2003 lors du Sommet de Genève³. Au moment où nous préparons ce numéro, l'étude de faisabilité de ce programme, demandée par la Commission, est en cours d'analyse.⁴

Dans l'intervalle, en Afrique, où la question du financement figure en bonne place à l'ordre du jour de la conférence régionale de préparation du SMSI qui se tiendra à Accra en février 2005 (voir page 5), l'idée d'un « Fonds de solidarité numérique » rallie de plus en plus de suffrages. Le 3 juillet 2004, le Conseil exécutif de l'Union africaine (UA) a appelé ses États membres à soutenir le Fonds de solidarité numérique (FSN) et sa réelle mise en œuvre. Plus récemment, lors de la 3e réunion ministérielle UE-UA à Addis-Abeba, les 2 et 3 décembre 2004, les ministres africains ont demandé à leurs homologues européens d'apporter leur soutien au FSN. Bien que la délégation européenne ait « pris acte » de cette demande⁵, la question du financement de la société de l'information reste encore à trancher. ■

Maarten H.J. van den Berg, rédacteur *ICT Update*.

¹ Vues préliminaires de l'UE sur le processus préparatoire de la phase de Tunis du SMSI (UE-2004-0527), 28 mai 2004.

² Position commune ACP-UE sur la société de l'information au service du développement, 10 décembre 2003.

³ Commission européenne, Communication sur le SMSI (COM 480), 13 juillet 2004.

⁴ En septembre 2004, la Commission européenne a demandé à InfoDev de superviser une étude de faisabilité, comprenant notamment des recommandations sur la mise en place d'un éventuel programme de NTIC pour le développement dans les pays ACP.

⁵ Communiqué de l'Union africaine : Dialogue Afrique-Europe, troisième réunion des troikas, Addis-Abeba, Ethiopie, 4 décembre 2004.

Financer la société de l'information

Pablo Accuosto et Niki Johnson analysent les réponses apportées jusqu'ici par le SMSI à l'épineuse question du financement.

A l'issue du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) à Genève, deux questions restaient sans réponse : la gouvernance de l'Internet et le financement des NTIC pour le développement (ICT4D). Ce dernier point est bien entendu d'une importance capitale pour les pays en développement. Lors de la deuxième réunion du Comité préparatoire du SMSI (PrepCom2), à Genève, en février 2003, le président du Sénégal, Monsieur Abdoulaye Wade, a pris la parole au nom des pays du Sud. La fracture numérique ne pourra être réduite, a-t-il dit, sans transfert de ressources des pays du Nord pour le développement des NTIC dans les pays du Sud. Ce transfert doit s'appuyer sur la notion de « solidarité numérique ».

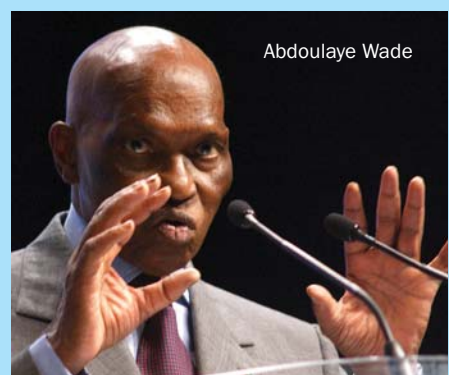
Lors du PrepCom3, en septembre 2003, la délégation sénégalaise est revenue à nouveau sur cette question et a proposé la création d'une Fondation de la solidarité numérique. La mission de cette fondation serait de gérer un Fonds de solidarité numérique (FSN) alimenté par les donations volontaires des pays du Nord. La version finale de la proposition présentée au sommet de Genève en décembre 2003 suggère que ces donations soient prélevées sur les ventes d'ordinateurs personnels, de logiciels et d'équipements de réseau (1 dollar sur chaque produit vendu) et sur les télécommunications internationales. Ce fonds pourrait également recevoir des contributions issues du secteur privé, des gouvernements et autres donateurs

volontaires. La proposition du Sénégal a reçu le soutien de la plupart des pays du Sud, en particulier des pays africains, mais les gouvernements de la plupart des pays développés s'y sont fermement opposés. Les États-Unis et l'UE préfèrent un financement des NTIC pour le développement par le marché, c'est-à-dire par la promotion des investissements du secteur privé.

La position adoptée par les gouvernements des pays développés a reçu le soutien du secteur privé. Les organisations de la société civile ont quant à elles déclaré qu'il convient « d'améliorer les mécanismes de financement existants et d'en envisager de nouveaux », en particulier le FSN, à condition cependant que les objectifs de celui-ci soient clairement établis et que sa gestion offre des garanties de transparence.

Le texte final de la déclaration de principes du SMSI ne reprend pas l'idée de création d'un fonds proposée par le Sénégal. La question du financement du développement des NTIC est reportée à la deuxième phase du SMSI.

Néanmoins, juste avant la clôture du sommet, les villes de Genève et de Lyon ainsi que le gouvernement du Sénégal ont annoncé l'octroi de contributions d'un montant total d'environ 1 million d'euros. En effectuant ces trois premiers versements au FSN, ils sauvaient ainsi cette initiative des oubliettes où elle risquait de tomber. En mai 2004, les villes de Paris, Rome, Bilbao, New York et Turin ont également fait part de leur volonté de contribuer à ce fond, ce qui a



Abdoulaye Wade

ITU/Andre Longchamp

débouché sur la création officielle du FSN le 17 novembre 2004 à Genève.

Dans l'intervalle, le Secrétaire général de l'ONU, Monsieur Kofi Annan, a demandé au PNUD de mettre en place un groupe d'action chargé d'analyser les mécanismes de financement existants et d'étudier de nouveaux modes de financement des NTIC pour le développement. Le Groupe de travail sur les mécanismes financiers (GAMF) a été créé officiellement le 4 octobre à New York. Présidé par Monsieur Mark Malloch Brown, administrateur du PNUD, le GTMF publiera un premier rapport qu'il soumettra à la deuxième réunion du Comité préparatoire du SMSI (PrepCom2) à Genève en février 2005. ■

Cet article est basé sur le rapport « Financing the Information Society in the South: A global public goods perspective » par **Pablo Accuosto** et **Niki Johnson**, Third World Institute, juin 2004. Le rapport est disponible sur : www.choike.org/documentos/johnson_accuosto.pdf.

Opinion

La « fracture numérique » n'est que l'une des expressions, l'un des « visages », du fossé Nord-Sud toujours aussi réel malgré les nombreux efforts de la communauté internationale pour le combler. La fracture numérique n'est pas une question autonome et tous les efforts entrepris pour la réduire doivent absolument être replacés dans un contexte plus large. Le Fonds de solidarité numérique proposé actuellement, aussi louables que soient ses intentions, ne suffira pas à résoudre ce vaste problème s'il dépend uniquement de contributions volontaires.

Au lieu de cela, il serait préférable de faire du financement

des NTIC une partie intégrante des mécanismes existants de financement du développement, à condition cependant de réexaminer soigneusement ceux-ci et de ne pas hésiter à les réformer afin non seulement d'en améliorer la transparence et la « redevabilité », mais aussi de les rendre plus à même de répondre aux nombreux challenges que pose la réalité des inégalités croissantes à l'échelle mondiale. n

Djilali Benamrane (e-mail : dbenamrane@yahoo.com), ancien économiste principal du PNUD au Niger, est actuellement chercheur à l'association Biens Publics à l'Echelle Mondiale (BPEM) et coordinateur du Groupe d'action de la société civile du SMSI sur les mécanismes de financement. Pour de plus amples informations, consultez : www.wsis-finance.org

L'accès aux NTIC pour le développement agricole

Il est indispensable que les producteurs africains disposent d'un meilleur accès aux réseaux d'information planétaires et qu'ils renforcent adéquatement leurs capacités. Telle est du moins l'opinion exposée par Willy Currie.

L'accès aux NTIC est un des grands thèmes traités par la Déclaration de principes et le Plan d'action adoptés par le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) à Genève en 2003. L'objectif général est « de faire en sorte que plus de la moitié des habitants de la planète aient à leur portée un accès aux TIC » à l'horizon 2015¹.

Le Plan d'action du SMSI aborde la question de l'accès aux NTIC en vue du développement agricole au paragraphe 21 sur la « cyberagriculture ». Il préconise des mesures visant à « assurer la diffusion systématique, au moyen des TIC, d'informations sur l'agriculture, l'élevage, la pêche, la sylviculture et l'alimentation afin de faciliter l'accès à des connaissances et à des informations complètes, à jour et détaillées.² » L'utilisation des NTIC aux fins de diffusion de l'information dans les zones rurales est primordiale. Il ne s'agit pas simplement d'améliorer l'accès des zones rurales au plan national, mais de connecter les producteurs agricoles ruraux aux marchés grâce aux réseaux mondiaux d'information.

Cet objectif implique pour le moins que l'on crée des réseaux ouverts dans les pays en développement, qui soient utilisables par tout un chacun, et que l'on poursuive cette action par des mesures incitant les opérateurs de réseaux à étendre l'accès aux zones rurales au-delà des infrastructures nationales de télécommunication. Il s'agit là d'une entreprise énorme. L'Afrique affiche les taux les plus faibles de pénétration d'Internet, malgré le câble de fibre optique SAT³, qui longe la côte ouest du continent et qui assure les connexions au réseau dorsal d'Internet. L'Afrique ne compte que 111 utilisateurs d'Internet par 10 000 habitants, contre 585 en Asie, 2 444 dans les Amériques et 3 333 en Europe. De même, l'Afrique ne dispose que de trois serveurs Internet pour 10 000 habitants, tandis que l'Asie en possède 37, l'Océanie 955, les Amériques 1 440 et l'Europe 2 293.

Cette pénétration limitée est imputable au manque de fiabilité des connexions et au coût élevé de l'utilisation de l'infrastructure des télécommunications. À raison d'un coût

moyen de 1 500 dollars américains pour toute nouvelle liaison téléphonique fixe, il serait extrêmement onéreux, surtout dans les zones rurales, d'accroître la pénétration et la fiabilité des réseaux. Selon une estimation publiée récemment dans un rapport du DFID, le prolongement des ramifications régionales du réseau dorsal africain reviendrait à un montant se situant entre 500 millions et 1 milliard de dollars⁴. S'y ajouteraient les frais de modernisation des ramifications du réseau dorsal national et d'extension des connexions au-delà des grandes ramifications du réseau dorsal dans les zones rurales. Selon certaines estimations, doubler l'infrastructure actuelle des NTIC en Afrique pourrait coûter de 8 à 12 milliards de dollars.

L'accès implique davantage qu'une infrastructure

Pour réaliser l'objectif en matière d'accès d'ici à 2015, les connexions matérielles ne suffiront pas. Il faudra s'atteler à de nombreuses tâches, notamment au développement des capacités des producteurs agricoles afin qu'ils soient en mesure d'utiliser les NTIC avec efficacité dans leurs activités de production, de marketing et de distribution. Il importe également de fournir des contenus pertinents dans les langues locales.

Les gouvernements des pays en développement ont tendance à trop privilégier les solutions techniques aux problèmes d'accès aux NTIC. Ils sont d'avis que la mise en place de l'infrastructure et l'amélioration de l'accès aux NTIC sont les objectifs premiers les plus logiques. Le développement de contenus et les investissements dans les capacités humaines seraient des priorités secondaires, de moindre importance ; elles sont pourtant essentielles pour garantir que les NTIC apportent un soutien efficace au développement, et devraient faire partie intégrante de toute stratégie de développement rural et de réduction de la pauvreté.

Les décideurs opérant dans le domaine du développement agricole et rural doivent examiner les questions



(principalement financières) inscrites à l'agenda du comité préparatoire (PrepCom-2) du SMSI qui se tiendra à Genève du 17 au 25 février 2005. Ils doivent examiner si l'agenda répond de façon appropriée au besoin d'améliorer l'accès aux réseaux d'information dans les zones rurales et, si tel n'est pas le cas, ils s'engageront avec le Sommet à y remédier. Quinze jours avant le PrepCom-2, les décideurs africains auront précisément la possibilité d'agir en ce sens, puisqu'ils se rassembleront à Accra, du 2 au 4 février 2005, pour la seconde conférence régionale du SMSI. Choisi bien à propos, le thème de la conférence sera « L'accès en Afrique : clé pour une société inclusive de l'information ». ■

Willie Currie (e-mail : wcurrie@apc.org) est gestionnaire du programme sur les politiques de l'Association for Progressive Communications (APC, www.apc.org) et membre du groupe d'action du SMSI sur les mécanismes de financement (GAMF).

¹ Plan d'action du SMSI, Genève 2003, paragraphe B6(j).

² Ibid, paragraphe C7.21(a).

³ Fair Access to Internet Report (FAIR), CRDI, février 2004

⁴ Balancing Act, DFID : African ICT Infrastructure Options, 2004

Seconde phase du SMSI. Perspectives africaines

Selon Aida Opoku-Mensah, la prochaine conférence régionale du SMSI, qui se déroulera à Accra (Ghana), est importante non seulement pour les spécialistes et les partisans des NTIC, mais pour tous les acteurs africains du développement.

Le processus de participation de l'Afrique au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) a été engagé lors de la première conférence préparatoire régionale, tenue à Bamako en mai 2002. La conférence de Bamako a rassemblé des délégués des parties prenantes de tous les pays africains.

Pour l'Afrique, le SMSI n'aurait pu se dérouler à un meilleur moment. La plupart des pays ont entrepris de nombreux changements qui s'imposaient depuis longtemps dans le secteur des télécommunications, et pris à cet effet des mesures de déréglementation et de privatisation. Ces changements sont indispensables pour améliorer l'infrastructure des télécommunications, généralement médiocre, et en faciliter l'accès à tous. La croissance exponentielle de l'utilisation des téléphones cellulaires et des technologies sans fil, ainsi que l'explosion des services de radio et de télévision, en particulier des radios communautaires et commerciales, montrent que, si le continent n'est pas une plateforme de développement technologique, il n'est certainement pas à la traîne !

Préparer Tunis : la conférence d'Accra

Dans le cadre de la préparation en cours de la phase de Tunis du SMSI, la seconde conférence régionale africaine aura lieu à Accra (Ghana), du 2 au 4 février 2005. Le thème central de la conférence d'Accra est « L'accès en Afrique : clé pour une société de l'information inclusive ». Les débats porteront sur de nombreux sujets, notamment l'infrastructure, les applications des NTIC pour le développement socioéconomique, la gouvernance d'Internet, les indicateurs et les mécanismes de financement. Vu le caractère agraire de la majeure partie du continent africain, il est probable que les participants compteront de nombreux délégués de pays qui souhaitent élaborer des stratégies dans le domaine des NTIC en vue du développement agricole et rural.

Les enjeux majeurs pour l'Afrique

Plusieurs questions majeures sont inscrites à l'agenda de la conférence

d'Accra. En particulier la nécessité de dresser l'inventaire des e-stratégies nationales mises actuellement en place par la plupart des pays africains.

Les participants se pencheront également sur l'état d'avancement des processus de formulation de politiques au niveau régional. Diverses initiatives sont en cours : la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) élabore un cadre juridique régissant le commerce électronique, le Marché commun des États d'Afrique orientale et australe (Comesa) définit une e-stratégie, et la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC) conçoit une stratégie d'e-gouvernement, en coopération avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Des ateliers préparatoires à la conférence rassembleront divers interlocuteurs qui débattront de certains aspects de la société de l'information, en particulier un atelier intitulé « les NTIC et la réduction de la pauvreté », organisé sous l'égide de la CEA et de l'OCDE.

Les NTIC et le développement : pas seulement une question de spécialistes

Si la conférence d'Accra devait ne donner des résultats que sur cinq points, je souhaiterais que ce soit les suivants :

1. que les investissements en matière de NTIC fassent l'objet d'affectations récurrentes inscrites au budget des États africains, au lieu de figurer simplement parmi les postes de dépenses des donateurs ;
2. que l'extension de la société de l'information soit intégrée dans toute action de développement rural, les interlocuteurs renforçant leur engagement à étendre l'infrastructure des NTIC dans les zones rurales ;
3. que l'on mette en place des réglementations permettant aux opérateurs de télécommunications fixes et mobiles de créer des réseaux performants qui relieront les zones rurales ;
4. que les débats portent sur certains aspects de la société de l'information revêtant une importance particulière



Aida Opoku-Mensah

pour l'Afrique, notamment les contenus en langues locales ;

5. que le « commerce mobile » soit pris au sérieux : l'utilisation croissante de la téléphonie mobile est peut-être un développement exceptionnel en Afrique et ouvre des possibilités de commerce et d'échange à de nombreuses personnes non expertes en NTIC.

D'une manière plus générale, j'espère qu'un grand nombre d'acteurs du développement se rendront à Accra pour enrichir et renforcer les discussions sur les NTIC dans une réelle perspective de développement. La conférence ne s'adresse pas uniquement aux spécialistes et aux partisans des NTIC. Un débat sur les NTIC et le développement agricole et rural, par exemple, n'aura de sens que si des agents de vulgarisation agricole et l'ensemble du monde agricole y participent. À ce stade du développement de la société de l'information en Afrique, nous devons envisager la manière d'intégrer les NTIC dans le développement. Nous devons veiller à ce que les acteurs du développement, au sens large du terme, montent dans le train du SMSI pour s'assurer qu'il livre les marchandises promises. ■

Aida Opoku-Mensah (e-mail : aopoku-mensah@uneca.org) est responsable de l'équipe NTIC de la division Information pour le développement de la CEA, et coordinatrice de l'initiative Société africaine à l'ère de l'information (AIS). Pour de plus amples informations, consultez www.uneca.org

Les Fidji et le SMSI

Abel Caine relate comment l'implication des Fidji dans le processus du SMSI a mis les NTIC à l'ordre du jour de la politique nationale.

En tant que membre de la délégation des Fidji, j'étais l'un des 11 000 participants (dont 44 chefs d'État) venus de 175 pays différents au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) à Genève en décembre 2003. Nous nous étions réunis pour mieux comprendre la révolution de l'information et ses répercussions sur la communauté internationale, mais j'ai également pu discuter à plusieurs reprises des meilleurs moyens de se rendre aux Fidji et des diverses opportunités commerciales offertes par mon pays.

Lors d'une des sessions, j'étais assis à côté de la présidente de la Finlande, Madame Tarja Halonen, qui m'a demandé d'où je venais. « Ah, les Fidji... le paradis ! » s'est-elle exclamé avant de se tourner vers son voisin de droite : « Dis-moi Jorma, est-ce que Nokia a un bureau aux Fidji ? ». Jorma Ollila est le PDG de Nokia, le célèbre constructeur finlandais de téléphones portables, leader du marché mondial. Assis dans cette salle près de la présidente d'un pays et du PDG de Nokia, je repensais aux objectifs de ce sommet – mettre les avantages offerts par les NTIC à la portée de toutes les nations – et je me suis mis à imaginer ce que cela pourrait signifier pour les Fidji.

L'implication des Fidji dans le processus du SMSI a commencé par un simple e-mail que j'ai envoyé fin 2002 à quelques confrères d'autres pays du Pacifique à propos de ce sommet en leur demandant ce qu'ils en pensaient et si nous pouvions faire quelque chose à ce niveau-là. En l'espace de quelques jours, nous avons déjà créé une liste de diffusion et de discussion (WSIS Pacific) et en janvier 2003, une vingtaine de représentants de 10 États insulaires du

Pacifique se sont rendus à la conférence régionale pour l'Asie du SMSI organisée à Tokyo. Nous avons déjà longuement travaillé pour nous mettre d'accord sur la formulation finale du paragraphe sur les petits États insulaires en développement (PEID) destiné à être inclus à la Déclaration de Tokyo. Malheureusement, nous avons eu du mal à convaincre nos interlocuteurs et ce texte préparé avec tant de soin s'est finalement réduit dans la déclaration finale à une brève référence aux petits États insulaires en développement.

En participant aux négociations au niveau diplomatique et aux différentes réunions, j'ai appris qu'en matière de défense des intérêts nationaux et de négociations internationales à ce niveau-là, les bonnes intentions ne suffisent pas toujours. Les Fidji ont peut-être « essuyé un revers » à propos du paragraphe sur les PEID auquel nous tenions tant, mais elles se sont largement rattrapées avec le succès du paragraphe sur la jeunesse dans la déclaration de principes du SMSI de Genève. A notre plus grande satisfaction, deux phrases y figurant sont reprises intégralement de la proposition des Fidji : « ... Nous reconnaissons que les jeunes, population active de demain, sont à la pointe de la création et de l'utilisation des NTIC. Il faut donc leur donner les moyens d'agir en tant qu'apprenants, développeurs, contributeurs, entrepreneurs et décideurs. »

Dans la seconde phase du SMSI actuellement en préparation, il reste un certain nombre de questions épineuses à régler, telles que la gouvernance de l'Internet et le financement des NTIC pour le développement. Les Fidji participeront à nouveau à ces débats afin de faire en sorte que nos besoins spécifiques soient pris en compte et peut-être soulignés par la déclaration finale. Nous sommes parfaitement conscients du fait qu'un pays d'une taille aussi modeste le nôtre ne peut pas avoir une grande influence, mais c'est très réconfortant de voir que nous pouvons faire entendre notre voix et apporter une contribution à ces processus.

Une des leçons que j'ai tirées de ma participation aux réunions du SMSI est que les réunions « annexes », les conversations informelles, sont parfois plus importantes que les sessions officielles. Dans les couloirs du centre de conférences et dans les nombreuses réunions annexes, j'ai en effet rencontré un nombre incroyable de gens et j'ai pu négocier diverses modalités d'assistance financière ou technique pour les Fidji.

De plus, et c'est sans doute l'acquis le plus intéressant, la participation des Fidji à ce processus a permis de faire des NTIC une des priorités de la politique nationale.

Les rapports adressés régulièrement aux hauts fonctionnaires et les notes transmises aux différents ministres dans la cadre de la préparation du SMSI ont en effet contribué à placer les NTIC au centre des préoccupations gouvernementales. Tous les ministères doivent mettre au point des plans d'action dans ce domaine destinés à accompagner les stratégies du secteur privé. De plus, toutes les dépenses en NTIC sont désormais centralisées par une seule agence et reliées à un système central tenant compte des engagements pris au niveau régional et mondial (tels que le SMSI). Pour 2005, le ministère des Finances a réservé un budget de 6 millions de dollars aux NTIC pour le développement, et les contacts établis lors du SMSI ont permis aux Fidji d'entamer des négociations, actuellement en bonne voie, avec la Chine sur un prêt concessionnel de 20 millions de dollars pour divers projets d'e-gouvernement.

Je suis le point de quitter mes fonctions au ministère et je ne serai donc pas un des représentants des Fidji au Sommet de Tunis. J'espère cependant qu'un jour, je serai à nouveau assis à côté de la présidente de la Finlande et que je pourrai l'inviter à venir voir comment, grâce au SMSI, les Fidji sont devenues l'un des pays les plus à la pointe en matière de NTIC. ■

Abel Caine (e-mail : acaine@itc.gov.fj) est actuellement chef du service de prospection commerciale en matière de NTIC au ministère des Finances et du Plan des Fidji.



Infos SMSI

Des informations complémentaires sont disponibles sur <http://ictupdate.cta.int>

ÉVÉNEMENTS

Conférence régionale du SMSI pour l'Afrique

La capitale ghanéenne, Accra, accueillera la seconde conférence préparatoire régionale du SMSI pour l'Afrique, du 2 au 4 février 2005. Le thème de la conférence est « L'accès en Afrique : clé pour une société inclusive de l'information ». Des ateliers préparatoires sont prévus du 29 janvier au 1er février 2005.
www.wsisaccra2005.gov.gh

Conférence régionale du SMSI pour l'Asie et le Pacifique

La seconde conférence régionale du SMSI pour l'Asie et le Pacifique se tiendra mi-2005. Elle doit adopter le plan d'action régional et formuler des propositions pour la phase de Tunis du SMSI. Pour des renseignements actualisés, consultez
www.unescap.org/icstd/events/wsis_2nd_phase/index.aspx

Conférence régionale du SMSI pour l'Amérique latine et les Caraïbes

La seconde conférence régionale du SMSI pour l'Amérique latine et les Caraïbes aura lieu à Rio de Janeiro (Brésil), du 8 au 10 juin 2005. Pour des renseignements actualisés, consultez la page consacrée au processus préparatoire sur le site Internet du SMSI :
www.itu.int/wsis/preparatory2/index.html

Sommet de Tunis

Le sommet qui se tiendra à Tunis du 16 au 18 novembre 2005 conclura la deuxième phase du SMSI. Pour des renseignements actualisés sur le programme et toutes informations sur la conférence, consultez
www.wsistunis2005.org

INITIATIVES

ICT Policy Monitor de l'APC, rubrique sur le SMSI

Le projet d'observatoire des politiques de NTIC géré par l'APC vise à permettre à des organisations de la société civile de s'atteler à l'élaboration de politiques en matière de NTIC afin de promouvoir une société de l'information reposant sur la justice sociale et les droits de l'homme. Le but de l'observatoire est de veiller à ce que les gouvernements et les décideurs reconnaissent que l'accès aux NTIC et la possibilité de les utiliser sont des droits fondamentaux. La rubrique de l'observatoire relative au SMSI comprend des infos récentes, des documents et des ressources.
www.apc.org/english/wsis

CRIS. Infos et ressources sur le SMSI

La campagne Droits à la communication dans la société de l'information (CRIS) cherche à garantir que les droits à la communication occupent une place de choix dans la société de l'information et dans les débats du sommet qui aura lieu prochainement à Tunis. La campagne est financée et soutenue par la Plateforme pour les droits à la communication (PCR), un groupe d'ONG opérant dans le domaine des médias et de la communication dans le monde.
www.crisinfo.org/content/view/full/49

Fonds de solidarité numérique (FSN)

Le FSN est une initiative africaine proposée par Abdoulaye Wade, président de la République du Sénégal, d'abord lors du SMSI de Genève, puis au Sommet mondial des villes et des collectivités locales sur la société de l'information, tenu à Lyon (France) en décembre 2003. Créé officiellement le 17 novembre 2004 à Genève (Suisse), le Fonds se propose de combler le fossé numérique qui divise le monde et de faciliter l'accès de tous les citoyens à la société de la connaissance. Les membres fondateurs du Fonds comprennent la République du Sénégal, la République dominicaine, le Pays basque et les villes de Dakar, Genève, Lille, Lyon, Paris, Rome, Saint-Domingue et Turin.
www.dsfsn.org/en/03-en.htm

Comité de coordination des Interlocuteurs du monde des affaires (CCBI)

Le CCBI mobilise et coordonne l'engagement du monde des affaires à l'échelon planétaire dans le processus du SMSI. Le CCBI diffuse des informations concernant les positions adoptées par le secteur privé, les propositions soumises par le CCBI au SMSI, et les discours prononcés lors du sommet tenu à Genève en 2003.
<http://ictupdate.cta.int/index.php/link/a/926>

Le Caucus genre du SMSI

Le Caucus genre du SMSI est un groupe pluripartite de femmes et d'hommes provenant de gouvernements nationaux, d'organisations de la société civile, d'ONG, du secteur privé et du système des Nations unies. Le Caucus genre vise à assurer l'intégration de l'égalité entre hommes et femmes et des droits des femmes dans les processus et les résultats du SMSI. Il a publié plusieurs documents de prise de position et un manuel de référence « Creating Your Own National Gender Programme : A Practical Guide » (Guide pratique pour élaborer votre propre

programme national en matière de genre), à l'adresse des défenseurs de l'égalité des genres. www.genderwsis.org

DOCUMENTS

Frequently Asked Questions about Conducting a National WSIS Consultation Process (Questions fréquemment posées sur la manière de mener un processus national de consultation en vue du SMSI)

Produit par l'Association pour le progrès des communications (APC), ce guide présente les principales modalités à suivre pour organiser une consultation nationale sur les politiques en matière de NTIC ou pour y participer, et en l'occurrence pour prendre part aux débats suscités par le SMSI. L'ouvrage est destiné aux organisations de la société civile qui travaillent à la promotion de l'utilisation des NTIC, mais qui ne sont pas admises à participer aux processus nationaux.
http://rights.apc.org/nationalfaq_wsis_v1.pdf

Fair Access to Internet Report (FAIR)

(Rapport sur l'accès équitable à Internet)

Bilan sur l'accès à Internet en Afrique, établi par le centre LINK et Mike Jensen en concertation avec des membres du réseau de recherche TIC Afrique ! pour le Centre de recherche pour le développement international (CRDI) et l'Initiative pour une société ouverte (OSI). Les conclusions de ce rapport ont été présentées à Genève en décembre 2003.
<http://ictupdate.cta.int/index.php/filemanager/download/180>

Making ICTs work for food security in Africa (Utiliser les NTIC pour la sécurité alimentaire en Afrique)

Note d'information élaborée par Romeo Bertolini pour la conférence intitulée « Garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique d'ici à 2020 : fixer des priorités, renforcer les capacités des intervenants et faciliter les partenariats », tenue à Kampala (Ouganda) en avril 2004. L'Afrique a des difficultés à réaliser le premier Objectif du millénaire pour le développement : diminuer de moitié le nombre des personnes souffrant de malnutrition et de la faim d'ici à 2015. Supprimer la fracture numérique grâce au développement et à l'utilisation des NTIC ne permettra pas directement d'atteindre cet objectif, mais pourrait y contribuer considérablement.
www.ifpri.org/pubs/ib/ib27.pdf

Questions-Réponses : Les NTIC et le développement rural

Rodney Cooke pense que le SMSI doit cesser de se concentrer sur les technologies et l'accès pour envisager les NTIC comme de véritables instruments du développement rural.

La « cyberagriculture » figure en bonne place dans le plan d'action du SMSI adopté à Genève, mais elle reste étrangement absente des ordres du jour des conférences et des propositions politiques qui ont suivi. Comment expliquez-vous ce manque d'intérêt apparent depuis le sommet de 2003 pour les liens entre NTIC et agriculture ?

Je crois qu'il faut y voir le reflet de deux tendances. La première est la concentration croissante de la majorité des participants au SMSI sur les technologies et l'accès, plutôt que sur l'information pour le développement. Axé en grande partie sur l'impact économique et le développement, le plan d'action du SMSI faisait des NTIC des instruments potentiels d'émancipation politique et socio-économique. Par la suite cependant, un grand nombre d'ordres du jour semblent avoir redonné la priorité à l'aspect technologique, comme si les NTIC étaient une fin en soi et une panacée.

La deuxième tendance est que lorsqu'on parle de développement, on oublie souvent que les trois quarts des populations pauvres dans le monde vivent dans des zones rurales et dépendent directement ou indirectement de l'agriculture. C'est en raison de cet oubli que, du moins jusqu'à une date récente, la plupart des publications sur le développement n'accordaient que peu d'importance au développement agricole et l'on constate en effet un recul relatif des financements de donateurs consacrés au développement rural.

Pourquoi est-il si important d'accorder plus d'importance à l'agriculture dans le cadre du SMSI ?

Le SMSI, comme tous les sommets internationaux récents, reprend à son

compte les Objectifs de développement du millénaire. Le premier de ces objectifs est de parvenir en 2015 à l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim dans le monde. Aujourd'hui, 1,1 milliard de personnes vivent avec moins de 1 dollar par jour, le seuil de pauvreté reconnu par la communauté internationale. Parmi eux, 325 millions vivent en Afrique subsaharienne et pour la plupart dans des zones rurales. De nombreux rapports ont montré les effets de l'amélioration de la productivité agricole sur la lutte contre la pauvreté. Un rapport récent de l'IFPRI (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires), l'un des derniers que j'ai lus à ce sujet, démontre qu'une augmentation de 10 % de la productivité agricole se traduit par une réduction de 7,2 % de la pauvreté.

À Genève, vous avez présenté la base de connaissances sur la pauvreté rurale accessible par Internet, créée par le FIDA (en collaboration avec FIDAMERICA, FIDAFRIQUE et l'ENRAP). Pourriez-vous revenir brièvement sur les principaux points de cette présentation ?

À Genève, je suis intervenu durant la rencontre intitulée « Six années d'efforts pour réduire la fracture numérique en milieu rural » organisée par le FIDA en marge du SMSI. Cette présentation et une bonne partie du débat qui a suivi ont souligné la nécessité pour le SMSI de cesser de se concentrer sur les technologies et l'accès pour donner la priorité au rôle des NTIC en tant qu'instruments du développement rural.

Cela veut dire que le SMSI doit réfléchir à la manière dont la réduction de la fracture numérique peut contribuer à renforcer les efforts faits pour favoriser l'émancipation politique

et socio-économique des communautés rurales. Cela nous ramène à l'un des principes de base du FIDA, à savoir que l'on ne peut développer l'accès des populations rurales aux ressources naturelles, aux technologies, aux services financiers et aux marchés si l'on ne renforce pas d'abord les capacités de ses populations et de leurs organisations.

En tant qu'ancien directeur du CTA, que pensez-vous que le CTA puisse faire pour continuer à aider les pays ACP à faire entendre leur voix dans le processus du SMSI ?

La rencontre organisée par le FIDA en marge du SMSI a eu la chance de pouvoir accueillir l'actuel directeur du CTA, Monsieur Carl Greenidge. Compte tenu de son rôle dans le renforcement des organisations ACP actives en matière de développement rural, le CTA est extrêmement bien placé pour jouer un rôle dans le processus du SMSI. Je pense que le CTA va continuer à envisager les NTIC du point de vue des utilisateurs dans les pays ACP et aidera les populations rurales pauvres à prendre en main leurs propres processus de développement. De même, le CTA devrait continuer à se joindre aux efforts du SMSI en faveur de l'amélioration constante des NTIC pour le développement et encourager les donateurs européens à travailler avec des partenaires locaux afin de créer un environnement politique propice permettant d'accélérer le développement rural. ■

Rodney Cooke (e-mail : r.cooke@ifad.org) est directeur de la Division consultative technique du Fonds international de développement agricole (FIDA) et ancien directeur du CTA (de 1995 à 2000).

ICT Update, numéro 23, janvier 2005. *ICT Update* est un magazine multimédia disponible à la fois sur Internet (<http://ictupdate.cta.int>), en version papier et sous forme d'une newsletter diffusée par e-mail. *ICT Update* paraît tous les deux mois. Chaque numéro se concentre sur un thème particulier lié aux NTIC pour le développement agricole et rural dans les pays ACP. La prochaine édition paraîtra le 1er Mars 2005.

CTA Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE, Agro Business Park 2, 6708 PW Wageningen, Pays-Bas

Production et content management : Contactivity bv, Nieuwe Mare 23, 2312 NL Leiden, Pays-Bas

Coordination rédactionnelle : Rutger Engelhard / **Recherche et rédaction :** Maarten van den Berg, Valerie Jones / **Réalisation graphique :** Anita Toebosch / **Traduction :**

Catherine Miginiac, Patrice Pinguet / **Conseillers scientifiques :** Kevin Painting, Peter Ballantyne / **Copyright :** © 2005 CTA, Wageningen, Pays-Bas / **Site Internet :** www.cta.int